

CONTRE L'EXTRÊME DROITE, LA SOLIDARITÉ DU MONDE DU TRAVAIL



Le maire de Saint-Brévin-les-Pins n'a pas eu d'autre choix que de démissionner, après des mois de manifestations d'extrême droite dans sa ville, du RN aux groupuscules néofascistes en passant par le parti de Zemmour. Des mois de menaces et jusqu'à un incendie criminel à son domicile le 22 mars dernier. Ce qui lui est reproché ? Avoir entériné, en février 2022, le déplacement dans sa commune d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada), à la demande de l'État. Dont nombre d'habitants de la commune étaient partisans, l'imbécillité xénophobe étant loin de dominer !

Soutien tardif... de pompiers pyromanes !

Aussitôt sa démission annoncée, voilà que Macron lui a fait savoir tout son soutien et Borne a proposé de le recevoir, ce qu'il a d'ailleurs appris par les médias. Ce soutien de la 25e heure ne fait que souligner non seulement l'absence de soutien de l'État face aux menaces de l'extrême droite, mais aussi sa complicité avec celle-ci : le gouvernement court derrière elle. Darmanin met en scène l'expulsion de familles des bidonvilles de Mayotte et y procède à de vraies rafles. Il reproche haut et fort à la Première ministre d'extrême droite en Italie, Meloni, de ne pas réussir à stopper les migrants. Alors il peut bien mettre en scène sa consigne aux préfets d'interdire toutes les manifestations de l'extrême droite, à la suite de l'indignation provoquée par la manifestation autorisée de centaines de fachos cagoulés à Paris le 6 mai dernier, sa posture ne fait pas illusion. Il aura toujours la main plus lourde pour interdire nos casseroles.

Diviser pour mieux exploiter

Ces discours xénophobes voudraient diviser. Si une majorité de la population de Mayotte vit dans la pauvreté, ce n'est pas à cause de plus pauvres qu'eux, venus du même archipel des Comores, mais bien du délaissement de l'État français. Si nous connaissons les bas salaires et la précarité dans l'Hexagone, ce n'est pas à cause des migrants mais en raison de la rapacité du patronat.

Un patronat dont Macron et Le Pen défendent les intérêts. Ainsi Darmanin prévoit dans sa loi « Immigration » un titre de séjour d'un an pour les secteurs en pénurie de main-d'œuvre, donc les métiers les plus pénibles et les plus mal rémunérés. Il fait l'équilibriste, entre satisfaire les besoins du patronat et manier la rhétorique xénophobe en faveur des expulsions et contre le regroupement familial.

Guerre aux pauvres et aux travailleurs

Le gouvernement de Meloni en Italie est un exemple parlant de ce que l'extrême droite au pouvoir réserve aux

classes populaires. C'est à l'occasion de la journée du 1er mai qu'elle a choisi d'annoncer la suppression du « revenu de citoyenneté », soit 572 euros en moyenne, versés aux familles les plus pauvres. Les personnes considérées comme « employables » recevront désormais 350 euros à condition d'effectuer un travail (non rémunéré !) au sein de leur commune ou d'une collectivité.

Ces attaques contre les plus pauvres s'accompagnent de cadeaux pour le patronat. Les emplois en CDD sont facilités et les contrôles pour vérifier qu'il ne s'agit pas de CDD abusifs sont quasi supprimés. Dans l'hôtellerie-restauration, qui propose des salaires extrêmement bas pour des conditions de travail éreintantes, l'État prévoit un contrat d'apprentissage pour les chômeurs de plus de 40 ans.

Une seule et même classe ouvrière

Après trois mois d'une mobilisation qui leur a causé bien des cheveux blancs, Macron et ses ministres tentent d'allumer un contre-feu xénophobe. Ces manœuvres de diversion voudraient semer la haine et nous faire tourner la page des luttes collectives.

Face aux bas salaires, que l'inflation ne cesse de réduire, face au recul de l'âge de la retraite, dont personne ne veut et que le RN s'est bien gardé de dénoncer, et face à tout le reste, nos mobilisations doivent et vont continuer.

Quelles que soient nos origines et nos nationalités, nous n'avons comme ennemis que les patrons, et un monde à gagner en nous rassemblant dans nos luttes.

Éditorial du NPA du 15 mai 2023

RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES DU NPA

DU 26 AU 30 AOÛT
47230 BARBASTE

ATELIERS, FORUMS, MEETINGS...

ARRHES À PARTIR DE 100€

ON NE CRÈVERA PAS POUR LE PATRONAT !

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

POUR S'INSCRIRE, ENVOYER UN MAIL : rencontres.ete@nouveau-partianticapitaliste.fr

[@npanouveau-partianticapitaliste](https://www.instagram.com/npanouveau-partianticapitaliste) [@NPA_NouvParAnti](https://www.twitter.com/NPA_NouvParAnti) continuer.npa.2022@gmail.com

[@npalille_59](https://www.instagram.com/npalille_59) npalille2022@gmail.com

Face à l'industrie pharmaceutique...

Plus de 3 000 médicaments manquent dans les pharmacies en France, et pas des moindres : traitements anticancéreux ou antiépileptiques, antibiotiques ou encore pilules abortives ! Cette pénurie dure depuis des mois. Que répond le lobby de l'industrie pharmaceutique, le Leem ? Qu'il faut augmenter le prix des médicaments ! Nous avons une autre solution : que les travailleurs réquisitionnent les moyens de production et produisent à prix coûtant, en fonction des besoins recensés. C'est ça ou le profit nous rendra tous malades !

Les étudiantes infirmières démissionnent trois fois plus qu'en 2011

Selon une étude de la DRES (mai 2023), le nombre d'étudiant-e-s qui abandonnent leurs études d'infirmière, d'aide-soignant ou de manipulateur d'électroradiologie médicale en première année est de 10% en 2021. C'est trois fois plus qu'il y a 10 ans, pour les études d'infirmière. On se demande bien pourquoi de tels abandons... Les étudiants seraient-ils sous pression pendant leurs stages ? Manqueraient-ils d'accompagnement ? On a besoin de plus de personnel dans les services pour accompagner les jeunes en formation et ne pas les laisser livrés à eux-mêmes pour faire le travail d'un professionnel.

La rentabilité au détriment de notre santé

Raccourcir le temps d'hospitalisation est une priorité du Centre hospitalier du Montreuillois (CHAM). Selon divers médecins interrogés par la Voix du Nord, "raccourcir le temps d'hospitalisation à une seule journée, n'aurait que des avantages". Un objectif de rentabilité se lit entre les lignes. Pour l'hôpital c'est un moyen de libérer des lits plus rapidement, autrement dit d'opérer plus de patients (à la chaîne !) avec les mêmes moyens (personnel, infrastructures, services,...). L'accompagnement et le suivi seront moins qualitatifs pour les patients, mais l'hôpital aura fait des économies.

Naufrage à Zuydcoote

« Tel le Titanic, l'hôpital public coule. » : c'est ce qu'on pouvait lire récemment sur les pancartes des salariés et habitants mobilisés contre la direction de l'hôpital maritime de Zuydcoote. Celle-ci a annoncé en mars la fermeture « provisoire » de 45 lits sur les 178 que compte l'établissement, en invoquant le manque de médecins. Mais personne n'est dupe : le manque chronique de personnels est déjà une situation permanente, non provisoire. C'est d'ailleurs un problème généralisé à l'ensemble du pays. Il requiert donc un mouvement général des salariés de l'hôpital public et de la population pour imposer des salaires et des moyens décents !

À Vertbaudet, les salariéEs nous montrent la voie pour des augmentations !

Depuis désormais 2 mois, une majeure partie des salariées de l'entrepôt de Vertbaudet à Marquette-Lez-Lille est en grève. Très largement féminisée, cette grève reconductible tape réellement dans le porte-monnaie du patron-voyou de la boîte. C'est la meilleure arme des grévistes ! Aux difficultés que pose une grève aussi longue, leur extrême détermination et le large soutien dont elles bénéficient leur permettent de tenir. À ce genre de lutte de faire tâche d'huile pour des victoires qui obtiennent satisfaction et qui remettent en cause le pouvoir des patrons !

Non au racket

Pour trouver de l'argent, de plus en plus d'hôpitaux font payer les parkings aux patients et visiteurs. Payer sa place pour se faire soigner ou rendre visite: un comble !

Le monde à l'envers...

Le nouvel hôpital Paris Nord, qui regroupera les hôpitaux Beaujon et Bichat, est en construction sur le site de l'ancienne usine PSA de SaintOuen. Qui s'occupe de la démolition, du désamiantage et de la dépollution du site ? Le groupe PSA, devenu Stellantis, riche à millions ? Pas du tout : c'est l'AP-HP qui s'occupe de tout y compris quand un morceau de mur tombe sur le trottoir ou quand les voisins se plaignent que « les travaux font trembler tout leur immeuble »...

Venez nombreux à la fête locale du NPA !

A vos agendas ! La première édition de la fête locale du NPA Lille aura lieu samedi 10 juin : débats sur l'actualité, expositions, buvette, concert, etc. Ne manquez pas l'occasion de venir en famille, avec amis ou collègues. Nous vous accueillons de 14h à 20h au Moulin de Wazemmes, 30 rue des Meuniers à Lille. Entrée à 3 euros. N'hésitez pas à faire tourner l'info et venez nombreux !



Ce bulletin est le tien, fais le circuler !

Lille, le 17 mai 2023

**SI TU AS DES IDÉES DE SUJETS À ABORDER SUR LE BULLETIN : CONTACTE-NOUS SUR
NPALILLE2022@GMAIL.COM**